

**Intervention du LGMA  
au Segment de Haut Niveau  
Conférence climat des Nations Unies  
Doha, 2012**

**délivré par**

**M. Dantec, Conseiller municipal de Nantes et porte parole climat de CGLU**

Mr. Le président, Mesdames et Messieurs les délégués

Je m'adresse aujourd'hui à vous au nom des maires, des présidents de gouvernements locaux et infranationaux, des élus locaux, qui agissent au quotidien pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, et construire un monde durable.

Nous nous adressons d'abord à vous, représentants des gouvernements nationaux, pour vous rappeler l'enjeu et vos responsabilités, mais aussi pour vous soutenir dans votre capacité à dépasser vos propres intérêts nationaux pour œuvrer à un accord mondial à la hauteur des enjeux. Par nos actions au quotidien, nous vous permettrons d'atteindre des objectifs nationaux ambitieux de réduction des émissions et de plans d'adaptation. L'expérience des dix dernières années montre déjà clairement que les pays qui ont le plus avancés sont ceux qui ont pu s'appuyer sur l'action déterminée de leurs gouvernements locaux et infranationaux.

Il faut maintenant aller plus loin. A Cancún, il y a deux ans, vous avez officiellement reconnu l'importance de notre rôle, à travers une mention forte dans le préambule du texte de l'action à long terme. Dans le cadre de la discussion de l'accord de Durban, c'est maintenant un véritable partenariat, institutionnel et financier, que nous devons construire. Cette perspective était clairement soulignée dans la déclaration finale de RIO+20, et l'exemple des décisions de la COP sur la biodiversité peut ici nous inspirer.

Nous sommes mobilisés et rassemblés, Le Pacte de Mexico au niveau mondial, le pacte des maires en Europe, la charte d'adaptation de Durban sont autant d'exemples de notre mobilisation. Nous avons des propositions précises à vous faire, pour comptabiliser les émissions de CO2 de nos territoires, financer un développement urbain durable dans le Nord et le Sud, développer les meilleures politiques d'adaptation en associant les habitants, en mutualisant toutes nos expériences...

Concrètement, nous vous demandons d'inclure un chapitre spécifique dans votre programme de travail de l'accord de Durban, et nous notons avec intérêt les nombreuses déclarations des gouvernements nationaux en faveur d'une prise en compte de notre action dans l'accord post 2015.

Nous avons probablement entre nos mains, dans les décisions de milliers d'élus locaux, les principales capacités de réduction rapide des émissions de CO2 mondiales. Nous avons confiance dans votre volonté d'en faire un élément important de l'accord mondial ambitieux dont nous avons besoin pour répondre au défi du réchauffement climatique.